

JOURNAL DU LOT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

CAHORS ET DÉP^t : — 3 mois, 5 fr. ; 6 mois, 9 fr. ; Un an, 16 fr.
HORS DU DÉP^t : — » 6 » 11 » 20

CAHORS : A. LAYTOU, Directeur, rue du Lycée.
PARIS : HAVAS et C^o, 8, place de la Bourse.

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent
RECLAMES — 50

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 cent. à chaque demande de changement d'adresse.

On est inscrit pour un abonnement de même durée, quand on ne renvoie pas le numéro qui suit l'abonnement précédent.

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

Chemin de fer d'Orléans. — Service d'Été.

Arrivées à CAHORS	Départs de CAHORS	LIBOS	VILLENEUVE-SUR-LOT	AGEN	PÉRIGUEUX	BORDEAUX	PARIS
11 h. 10 ^m matin.	5 h. 10 ^m matin.	6 h. 53 ^m matin.	10 h. 12 ^m matin.	10 h. 28 ^m matin.	10 h. 45 ^m matin.	4 h. 27 ^m soir.	12 h. 45 ^m matin.
5 » 7 » soir.	1 » 20 » soir.	2 » 55 » soir.	3 » 56 » soir.	4 » 22 » soir.	5 » 51 » soir.	10 h. 19 — 11 h. 17 soir.	4 » 39 » »
9 » 41 » »	5 » 40 » »	7 » 24 » »	8 » 46 » »	9 » 24 » »	10 » 54 » »	* * *	» 4 » soir.
Train de marchandises régulier : { Départ de Cahors — 5 h. 20 ^m matin. Arrivée à Cahors — 7 h. 55 ^m soir.				Train de foire. — Arrivée à Cahors. — 9 h. 25^m matin.			

Cahors, 19 Octobre.

Même obscurité dans les affaires orientales. On attend toujours que le sphinx de Berlin ait parlé. Parlera-t-il?...

Il y a un seul point où la lumière devient de plus en plus vive. Nous voulons parler des armements de la Russie. L'émotion, d'après ce qu'on nous écrit de Paris, augmente à vue d'œil dans le monde politique; mais la guerre est un tel malheur qu'on est loin encore de désespérer de la paix.

Les partis hostiles au gouvernement actuel exploitent toutes les situations et tous les prétextes et marchent à l'unisson des journaux de Berlin, ou font courir des bruits odieux relatifs à l'attitude de notre pays. Le Français, qui pourtant n'est pas suspect d'amitié pour le ministère, mais qui a l'honneur d'être l'interprète de M. de Broglie, s'exprime ainsi à cet égard : « Il est faux que la France, comme le disent perfidement certains journaux de Berlin, ait conclu une alliance avec l'Angleterre. Il est également faux qu'elle ait prêté son appui à la Turquie pour l'armistice de six mois. Notre gouvernement n'a pris parti pour personne ni sur aucun point. Comme l'intérêt de la France l'exige, il se tient dans une réserve absolue. »

On lit dans le Soleil :

Un bruit directement susceptible de nous émouvoir a circulé dans les cercles financiers. On y a dit que le cabinet de Versailles avait reçu du cabinet de Berlin, par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Allemagne, une mise en demeure d'avoir à faire connaître ses vues sur les affaires d'Orient.

Cette nouvelle est évidemment fautive, au moins dans les termes où elle est donnée. Il suffit de la moindre réflexion pour s'en convaincre.

Le cabinet de Berlin ne peut rien avoir fait remettre de pareil au cabinet de Versailles. Le prince de Bismarck n'a pu faire qu'une chose : c'est de sonder à cet égard le gouvernement français.

Le gouvernement français, nous en avons la conviction, se renfermera dans une complète abstention, se réfugiant dans une neutralité absolue. L'Allemagne, moins qu'aucune autre puissance devra s'étonner de cette attitude réservée de la France.

Toute lutte contre le gouvernement devant aboutir à un insuccès certain dans la Chambre des députés, c'est au sein du Sénat que le combat parlementaire s'engagera

sérieusement, à moins que M. de Broglie ne renonce à ses projets agressifs. Nous espérons toujours que M. de Broglie reculera avant d'entreprendre une campagne si imprudente, uniquement favorable aux pires ennemis de la France. Mais nous sommes heureux d'apprendre, par des renseignements particuliers de Paris, que le centre droit constitutionnel ne suivra pas, quoi qu'il arrive, M. de Broglie.

Ce qui s'est passé lors de la nomination de M. Dufaure au Sénat se passera encore, et il est à présumer, dès ce moment, que le centre droit proposera un nom à la gauche modérée et en acceptera un autre de la part de cette grande fraction du Sénat, pour le remplacement des deux sénateurs inamovibles récemment décédés, M. Wolowski et le général Letellier-Valezé.

M. Bocher et ses amis doivent rester absolument étrangers à toute alliance avec le bonapartisme. Le Temps a mille fois raison de dire : « Quelle conciliation possible, entre les vues générales d'un parti sincèrement constitutionnel et celles de deux ou trois autres partis qui subissent la Constitution à regret, qui ont tout intérêt à entraver son fonctionnement, à faire douter de son efficacité au moyen de conflits habilement amenés, à désirer et à préparer des crises que les constitutionnels se feraient un devoir de conjurer. » En votant avec le centre gauche, en donnant ses suffrages aux candidats pour lesquels ce groupe et lui auraient de communes sympathies, le centre droit sera sûr d'être toujours constitutionnel sans cesser d'être conservateur, de nommer un partisan du régime républicain sans risquer d'engager ses voix sur un anarchiste. »

P. S. Nous lisons à l'instant dans le Français, organe de M. de Broglie :

Nous n'avons pas entendu parler du projet d'interpeller M. de Marcère que plusieurs journaux républicains, peut-être par une invention habile, prêtent à M. le duc de Broglie.

La scission se fait de plus en plus profonde et définitive entre les républicains intransigeants et les républicains opportunistes. Jusqu'ici les intransigeants avaient seuls pris hautement la parole et accablé chaque jour les opportunistes de leurs sarcasmes et de leurs mépris. Ceux-ci ne répondaient point, apportant une prudence extrême, on pourrait

dire une timidité inouïe, dans tout ce qui pouvait amener une rupture décisive. Aujourd'hui, soit qu'ils aient un sentiment de confiance plus assuré dans leur force, soit qu'ils aient compris combien certaines solidarités sont dangereuses pour un parti de gouvernement, soit enfin qu'ils aient perdu patience en présence des perpétuelles injures dont leurs amis d'hier les accablent, ils ripostent à leur tour et avec une hauteur de dédain qui ne peut manquer de les séparer à jamais.

Il y a quelques semaines, M. Gambetta prononçait en Suisse un discours fort vif, qui fut alors fort commenté. Voici maintenant un journal nouveau dont les directeurs sont MM. le Royer, Edmond Adam, sénateurs, et Andrieux, député de Lyon, la fleur en un mot, de l'opportunisme, appartenant, les uns et les autres, soit à la gauche républicaine, soit à l'Union républicaine. Ce journal débute naturellement par un programme dont voici les passages caractéristiques :

Faire violence à la volonté du plus grand nombre pour satisfaire les impatiences de quelques-uns; réaliser des réformes prématurées auxquelles résiste encore l'esprit public, c'est provoquer une réaction qui se manifeste bientôt à chaque élection par des choix hostiles au gouvernement établi.

L'expérience des gouvernements de combat est faite; n'ayons pas la prétention de la recommencer au profit du parti républicain.

Pour cette politique de temporisation et de prudence au bout de laquelle nous apercevons très-clairement l'application complète et définitive des principes de la Révolution française, nous ne nous flatons pas de rencontrer l'approbation des infatigables qui habitent la région supérieure de l'absolu.

Ceux-là, convaincus qu'ils sont les vrais représentants du peuple, s'imaginent que la démocratie, c'est le gouvernement du pays par eux-mêmes.

S'ils paraissent admettre qu'on ne gouverne pas contre les villes, ils semblent ignorer qu'il est plus impossible encore de gouverner contre les campagnes.

On le voit donc, les adversaires contre lesquels on s'apprête à entrer en campagne, ce sont les intransigeants. On semble comprendre enfin que là est le plus prochain, sinon le seul danger.

Comme le Moniteur universel et les autres organes constitutionnels, nous ne pouvons que trouver cela parfait, et nous souhaitons que cette belle ardeur ne se refroidisse pas.

L'article suivant traduit nos propres impressions sur la situation

actuelle, et justifie l'appréciation de l'un de nos correspondants du Lot en réponse aux idées tragiques et pessimistes qui troublent quelques cervelles.

Le rôle d'alarmiste à l'intérieur est devenu fort ingrat; ceux qui continuent de s'y consacrer auraient droit à quelque compassion si ce sentiment n'impliquait une certaine dose d'intérêt et de sympathie que leur métier ne mérite guère. Le moment est d'autant plus mal choisi pour vouloir inquiéter les autres, sous prétexte qu'on est soi-même déçû et mécontent, que les vacances actuelles sont précisément les plus tranquilles, les plus exemptes de soucis et d'agitations que nous ayons eues depuis bien longtemps.

Pour la première fois depuis bientôt quatre ans, le pays a eu lui aussi des vacances; l'esprit public s'est détendu; on a respiré et travaillé en paix pendant la prorogation, parce qu'on a compris qu'on marchait désormais sur un terrain sans embûches et que la rentrée des Chambres ne pouvait ramener que la reprise régulière d'un mouvement connu et déjà éprouvé. Il y a plus : l'éventualité de complications extérieures, les agitations belliqueuses ou diplomatiques dont une partie de l'Europe est le théâtre, nous ont fait faire sur nous-mêmes un retour satisfaisant, égoïste si l'on veut; elles nous ont remis en mémoire le : *Suave mari magno* du poète, et nous ont inspiré une nouvelle gratitude pour nos institutions.

Nous savons que les destinées du pays ne peuvent être désormais engagées que par le pays lui-même. Aussi n'exagérons rien en disant que la France est actuellement le pays d'Europe le plus rassuré, le plus calme, le plus libre d'esprit, sur les affaires du dehors comme sur les affaires intérieures.

C'est pourtant ce moment-là que choisissent des publicistes aigris pour déclarer que tout va mal, pour prendre durement à partie le chef du principal ministère politique, pour appeler sur lui et sur l'ensemble de l'administration républicaine le courroux des conservateurs et la censure des Assemblées. Quelle misérable guerre!

CORRESPONDANCE

Versailles, 17 octobre.

Dans la préoccupation de l'opinion publique, la situation est vue plus en noir aujourd'hui diplomatiquement parlant, elle n'a pas cependant fait un pas. Les puissances, avant d'entrer en pourparlers actifs au sujet de la proposition russe, s'observent et hâtent leurs dispositions réciproques.

Les puissances sont appelées à se concerter sur la durée de l'armistice, par la voie de leurs ambassadeurs ou bien directement, comme cela est rendu nécessaire par suite du séjour de l'empereur

Alexandre et de la Chancellerie russe à Livadia où ne se trouvent pas le corps diplomatique accrédité auprès du Czar. Les pourparlers semblent devoir devenir particulièrement actifs entre les cabinets de St-James et de St-Petersbourg. Mais il n'est pas revenu ici, que la date du 31 décembre comme clôture de l'armistice ait été formellement proposée par l'Angleterre. On représente l'attitude de l'Allemagne durant ces négociations comme réservée et purement expectante vis-à-vis la diplomatie européenne. On ne connaît pas exactement les dispositions du cabinet Austro-Hongrois. Quant à la France, on la dit résolue à ne prendre aucune initiative ni dans un sens ni dans un autre, et imitant dans tous les cas, la réserve de certaines Chancelleries. Quand les cabinets européens seront tombés d'accord sur les bases d'un armistice, il est probable que, conformément aux précédents, les puissances communiqueront à la Porte le résultat de cet accord par la voie de leurs ambassadeurs, qui, par des démarches isolées, feraient dans ce cas des déclarations concordantes.

La Sublime-Porte aurait alors à faire une réponse officielle à ces communications, à moins qu'elle n'ait pris à l'avance une initiative que l'Europe aurait agréée.

On a été très-étonné dans les cercles politiques français de l'attaque du journal le Nord contre la presse française. L'on ne voit pas ce qui a pu la justifier.

Il me revient que le Journal de St-Petersbourg a, dans un article récent, reconnu que l'attitude de la France avait été irréprochable durant la crise qui se poursuit.

Le discours de M. de Marcère

Voici, d'après l'agence Havas, les principaux passages du discours prononcé au Quesnay par M. le ministre de l'intérieur :

M. de Marcère s'est fait une loi de ne pas traiter, dans cette fête de famille, de questions politiques; il ne cherchera pas quels sont ses adversaires, il ne prendra nul plaisir à les énumérer, mais on peut se demander quelles sont les causes sérieuses de ces résistances et interroger les hommes de bonne foi avec le désir de les convaincre. Quelques-uns croient et disent que ce régime pêche par l'absence de gouvernement; il y a des gens qui aiment à sentir le frein.

Les hommes dignes de la liberté se trouvent à l'aise sous l'empire des lois, mais il leur déplaît d'en subir le joug; il est, d'ailleurs, surprenant que la plupart de ceux qui se plaignent de n'être pas assez gouvernés se plaignaient, il y a bien peu d'années, du gouvernement à outrance et prétendaient abhorrrer le despotisme.

Aujourd'hui, ils affirment qu'il n'y a de gouvernement que lorsque ce sont eux qui l'exercent, mais la nation est indifférente à ces vains reproches; lui suffit d'être rassurée et elle l'est.

